

Ecoutez-les.

Le plus grand nombre d'entre eux, nous l'avons vu, se retranchent dans *l'indépendance de l'ordre politique*. "Qu'on ne nous accuse pas d'attaquer l'Eglise, nous ne sommes pas sur son terrain. Qu'on ne dise pas que nous portons atteinte à la *religion*, nous faisons de la *politique*. Léon XIII, dans ses immortelles encycliques, a proclamé cent fois la liberté des opinions politiques; que personne ne me refuse un droit que le Pape m'accorde. L'Eglise abandonne les affaires de ce monde à la libre discussion des hommes; qu'on me laisse user de la liberté que me donne l'Eglise." En d'autres termes, il me plaît de ranger dans la politique mes erreurs libérales: or la politique n'est pas du domaine de l'Eglise; que personne donc ne vienne opposer à mon libéralisme les enseignements de l'Eglise. Quelques libéraux peut-être croient sincèrement à la distinction alléguée entre l'ordre politique et religieux; mais pour une multitude d'autres, c'est pure hypocrisie.

"Il suffit de réfléchir un instant pour se convaincre que l'Eglise ne doit ni ne peut se mêler à la politique. Si en principe nous n'avons point à apprécier les enseignements que nos pasteurs nous donnent du haut de la chaire, il n'en est pas moins évident que lorsque cet enseignement, sortant du domaine purement religieux, descend dans le domaine politique, nous avons le droit, et comme catholiques et comme citoyens, de réclamer la stricte observance des principes et des règles infaillibles proclamées par le Souverain Pontife." C'est-à-dire, Léon XIII a recommandé aux évêques et aux prêtres catholiques de ne pas se mêler de politique; or beaucoup de pasteurs viennent condamner notre libéralisme en envahissant un terrain qui leur est interdit: donc nous allons demeurer libéraux, contre la volonté de ces évêques brouillons, sous l'autorité du chef de l'Eglise. Hypocrisie!

Ou encore: autrefois le clergé s'est mêlé de politique, à raison plutôt qu'à tort; mais désormais le clergé doit évacuer un terrain qui ne lui appartient pas; le Pape lui en a fait un devoir: que le clergé rentre donc dans sa sacristie pour y brûler son bout de cierge et nous laisse conduire à notre gré les affaires de la cité de ce monde. "Oui, jusque dans ces dernières années, le peuple canadien avait confié à ses prêtres, ses affaires, même temporelles. La raison en est manifeste. Il était naturel que la population d'alors, dans son ignorance bien justifiable de la politique, de son fonctionnement et de ses lois, vint demander conseil à ceux en qui elle avait mis depuis si longtemps toute sa confiance. Mais les temps ont changé; l'heureuse époque de la vie patriarcale a disparu; la civilisation moderne s'est implantée au Canada. Il convient